

LETTRE OUVERTE

Abattage des loups de Suisse Decembre 2023 - Janvier 2024

A: Le conseiller fédéral Albert Rösti et le comité permanent de la Convention de Berne

Nous, soussignés, sommes extrêmement préoccupés par l'abattage à venir qui vise à réduire de 70 % le nombre de loups en Suisse, ainsi que par la récente modification de la législation nationale suisse qui porte atteinte à la protection des loups et fournit un cadre juridique permettant aux cantons de détruire des meutes entières jusqu'à un quota fixé à titre préventif, qu'elles aient ou non causé des dommages importants aux animaux de rente ou menacé des êtres humains.^{1,2}

Ces mesures radicales et unilatérales ne menacent pas seulement la fragile population de loups de Suisse, elles ont un impact négatif sur l'ensemble de la population de loups des Alpes occidentales et centrales. Le préambule de la Convention mentionne expressément la double menace de l'appauvrissement et de l'extinction des espèces.³ En tant que prédateur du sommet de la chaîne et espèce clé de voûte, le loup contribue à la richesse des vies animale et végétale. Les mesures préventives, telles que les clôtures électriques et les chiens de protection, sont efficaces pour réduire la prédation du bétail et devraient être plus largement mises en œuvre. Il existe de meilleurs moyens de coexister avec cette espèce clé que l'abattage tous azimuts et à grande échelle.⁴

Background

Originaire de Suisse, le loup gris (*Canis lupus*) a été chassé jusqu'à l'extinction à la fin du XIXe siècle, le dernier individu ayant été abattu au Tessin en 1872. Au milieu des années 1990, les loups ont commencé à recoloniser naturellement certaines parties du pays à partir de l'Italie. La première meute, sans doute la plus célèbre, s'est formée en 2012 dans la région de Calanda, dans le canton des Grisons. Depuis, des loups ont été recensés dans 20 cantons, principalement dans les Alpes, mais aussi dans le Jura. Le loup est protégé depuis 1986 par la loi fédérale sur la chasse.⁵

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a fixé le nombre de loups suisses à 250 "individus matures" en 2022.⁶ Le KORA, qui surveille les populations de grands prédateurs pour le compte de la Confédération, estime qu'il y a actuellement 8 couples de loups et 31 meutes, dont 9 meutes transfrontalières partagées avec la France et l'Italie. La Suisse offre des habitats très favorables au loup et la moitié du pays pourrait théoriquement abriter 50 à 100 meutes.⁸ Les loups de Suisse font partie d'une population plus large, celle des Alpes occidentales et centrales, dont les effectifs sont également en augmentation. En effet, les populations croissantes de France et d'Italie ont été la raison invoquée par l'OFEV pour la récente reclassification du loup de "en danger" (EN) à "vulnérable" (VU), malgré le fait qu'une population de 250 individus devrait être classée comme "en danger", sur la base des critères de classification D.⁹

Les loups de Suisse restent confrontés à d'importantes menaces liées aux abattages légaux et illégaux, aux collisions avec les véhicules routiers et les trains, ainsi qu'à leurs petites populations fragmentées. L'abattage de cet hiver et la législation récemment modifiée qui le sous-tend visent à réduire la population de 70 % et le nombre de meutes à 12,¹⁰ menaçant non seulement la survie de l'espèce en Suisse, mais aussi potentiellement la population plus large des Alpes occidentales et centrales. Les quotas cantonaux d'abattage de loups réduiraient la population de loups à moins de 17 meutes, nombre nécessaire pour assurer une "population minimale viable" pour les loups "suisse" dans le cadre de la population alpine plus large.¹¹

La nouvelle législation divise la Suisse en 5 régions¹² et vise à réduire le nombre de meutes à 3 dans chacune des deux "grandes régions" désignées, à savoir les "Alpes occidentales" qui comprennent le Valais - l'itinéraire le plus important emprunté par les loups de passage en provenance de France et d'Italie - et le "sud-est" qui englobe les Grisons. Le canton du Valais a déjà envoyé des invitations aux chasseurs pour qu'ils choisissent la meute qu'ils souhaitent cibler, tandis que le canton des Grisons - qui abrite la meute du Calanda - a annoncé qu'il souhaitait tuer 44 loups et réduire à 2 le nombre de meutes résidentes, qui sont au nombre de 12 à 14.

Les conventions internationales sont importantes

La Suisse a ratifié la Convention de Berne en 1981. L'objectif de la Convention est de "conserver la flore et la faune sauvages et leurs habitats naturels, en particulier les espèces et les habitats dont la conservation nécessite la coopération de plusieurs États, et de promouvoir cette coopération" en mettant particulièrement l'accent sur les "espèces menacées d'extinction et vulnérables".¹³ Le loup figure à l'annexe II en tant qu'"espèce de faune strictement protégée" qui ne peut être régulée que pour "prévenir des dommages importants" au bétail, à condition qu'il n'y ait "pas d'autre solution satisfaisante" et que les mesures "ne nuisent pas à la survie de la population concernée" (article 9).¹⁴

La Suisse fait également partie de la Convention Alpine,¹⁵ le premier traité international visant à protéger tout une chaîne de montagnes grâce à la coopération entre huit nations alpines et l'UE, dont l'un des objectifs est de "préserver la faune et la flore alpines, y compris leurs habitats". La convention reconnaît également que "les Alpes constituent un habitat essentiel et le dernier refuge pour de nombreuses espèces menacées" et qu'à ce titre, les pays partagent la responsabilité de maintenir les populations, notamment de grands carnivores, en évitant les "trous noirs" et en favorisant un réseau de connectivité entre les sous-populations.¹⁶

Une convention signée en 2006 entre la France, l'Italie et la Suisse stipule que les populations de loups de ces trois pays doivent être considérées comme une seule et même population alpine dans le cadre de la législation nationale et du droit international,¹⁷ rendant donc d'autant plus importante la mise en œuvre des mesures de conservation et de gestion coordonnées et cohérentes.

En tant que partie contractante, la Suisse est tenue de respecter les objectifs et les articles de toutes ces conventions. Au lieu de cela, elle a cherché à plusieurs reprises et de plus en plus à affaiblir la protection du loup, tant au niveau européen que national, ce qui a culminé avec l'abattage de cet hiver. Par ses actions unilatérales, la Suisse ne menace pas seulement la survie de sa propre population de loups, déjà fragile, mais elle sous-traite en fait la responsabilité de la conservation du loup à ses voisins.

Les faits sont importants

Les partisans de l'abattage ont dépeint le loup comme un prédateur assoiffé de sang qui tue délibérément le bétail et constitue une menace pour l'homme ("le bétail aujourd'hui, les enfants demain")¹⁸, mais le KORA n'a pas enregistré de loup "intrusif" ou agressif en Suisse depuis la recolonisation naturelle de l'espèce en 1995¹⁹ et le plan suisse de gestion du loup permet déjà d'abattre les loups qui développent un comportement "problématique" à l'égard de l'homme.²⁰

Les conflits résultent d'attaques sur le bétail qui visent principalement les moutons (plus de 90%), quelques chèvres (6-8%), et rarement les bovins, les chevaux et les camélidés. Cependant, la plupart des attaques concernent des troupeaux laissés sans protection sur les pâturages d'été. Les grands carnivores, principalement les loups, ne sont responsables que de 6 % de la mortalité des moutons pendant l'estivage sur les alpages suisses. Les maladies et les accidents sont responsables de la plupart des décès de bétail.²¹

La Suisse exploite depuis longtemps et pleinement la flexibilité de l'article 9 de la Convention de Berne pour éliminer les loups décimeurs de bétail qui causent des "dommages importants", et bien plus de loups ont été abattus légalement (54 individus, soit 42%) que ceux qui sont morts dans des collisions routières (38) ou qui ont été braconnés (11) au cours des 25 dernières années²². Il n'est donc pas nécessaire de déclasser le loup de la liste des espèces protégées, ni de procéder à l'abattage.

La science est importante

L'objectif supposé de l'abattage de cet hiver est de réduire la prédation du bétail et, selon les termes du Conseil fédéral, de "rendre le loup à nouveau craintif"²³. Cependant, moins de loups ne signifie pas nécessairement moins de dégâts qui, en Suisse, dépendent de nombreuses variables telles que les structures de l'exploitation, les mesures de protection du bétail, la densité des proies et les pratiques d'élevage traditionnelles.²⁴ La prédation du bétail peut en fait augmenter après l'abattage d'un loup,²⁵ probablement en raison des effets sur la structure démographique, territoriale et sociale des populations de loups. Cela peut à son tour conduire à des taux de reproduction plus élevés et à d'éventuels changements dans le comportement des animaux, y compris dans leurs habitudes de chasse, risquant ainsi d'aller à l'encontre de l'objectif supposé de l'abattage. Une étude réalisée en 2020 a montré que "le contrôle légal et la translocation étaient moins efficaces que d'autres mesures", telles que des cordes munies de drapeaux colorés (avertissement visuel) et des chiens de protection, pour réduire la prédation sur le bétail.²⁶

En effet, les mesures préventives telles que les chiens de protection, les clôtures électriques et la présence humaine se sont avérées remarquablement efficaces pour réduire les dommages causés par les loups en Suisse, comme en témoigne l'OPPAL,²⁷ une organisation qui vise à améliorer la cohabitation entre les activités humaines et les grands carnivores. La meute du Calanda n'a tué aucun des 400 moutons depuis que les bergers locaux ont introduit des chiens et des clôtures électriques, et le nombre d'animaux de rente tués par des loups en Suisse en 2023 a diminué de 29 % par rapport à l'année précédente (850 contre 1 200), malgré l'augmentation du nombre de loups.²⁸

Il est peu probable que la régulation de la population de loups permette d'éviter les dommages au bétail tant que la protection des troupeaux reste insuffisante, et il a été démontré que la légalisation et l'approbation de l'abattage d'espèces protégées augmentent le risque de

braconnage.²⁹ En outre, la rhétorique anti-loup qui sous-tend l'abattage ne risque pas seulement de saper le soutien dont bénéficient les loups, mais aussi de compromettre gravement le rôle de la science dans leur gestion.

L'opinion publique compte

Selon une enquête réalisée en 2019 par Pro Natura,³⁰ la plus ancienne organisation suisse de protection de la nature, 79 % des Suisses ne veulent pas que les loups soient tués lorsque les éleveurs ne protègent pas leur bétail. Les clôtures électriques/solaires sont particulièrement prometteuses. Elles sont coûteuses, mais des subventions sont disponibles. L'OFEV a débloqué 2,4 millions de francs pour les mesures de protection des animaux de rente.³¹ Aujourd'hui, l'élevage de moutons et de chèvres dans les régions de collines et de montagnes est menacé par la mondialisation et n'est plus rentable, de sorte qu'il n'est souvent pratiqué qu'à titre secondaire. Beaucoup d'éleveurs refusent d'utiliser des moyens de dissuasion et la prédation continue. Le loup sert de bouc émissaire dans un débat qui symbolise des divisions sociétales plus larges, telles que le clivage ville/campagne ou la politique droite/gauche. Le niveau socio-économique élevé de la Suisse est inversement proportionnel à sa tolérance aux conflits entre loups et bétail.

Cependant, en 2020, le public suisse a voté lors d'un référendum national contre une modification de la loi qui aurait facilité l'abattage des loups. Deux ans plus tard, sans se laisser décourager par le vote du public, le Parlement a adopté une nouvelle version de la loi de 2020 qui avait été rejetée par la population. Elle fournit le cadre juridique le plus récent pour fixer des quotas de loups au niveau des cantons afin de réguler des meutes entières "de manière proactive" et non plus "de manière réactive", et ce à partir du 1er décembre 2023.

La récente modification de l'ordonnance (OChP) qui légalise l'abattage à venir,³² marque l'aboutissement de plus de 60 motions parlementaires et de 17 années de tentatives d'affaiblissement de la protection du loup, tant au niveau européen que national. De plus, elle est entrée en vigueur le 1er novembre sans avoir fait l'objet d'un processus de consultation légal et adéquat.

La politique d'abattage n'est pas fondée sur des données scientifiques et a tout à voir avec la démagogie et le dénigrement politique. Il risque d'aggraver la polarisation et d'attiser les tensions.

La nature est importante

Nous assistons actuellement à une extinction massive des espèces. Le loup joue un rôle essentiel dans le maintien de l'équilibre des écosystèmes et son retour en Suisse est une rare réussite dans un pays où les pourcentages d'espèces menacées sont parmi les plus élevés de l'OCDE.³³

Des décennies de progrès pourraient être réduites à néant cet hiver et au-delà.

Les signataires

Aktionsgemeinschaft Schweizer Tierversuchsgegner

Avenir Loup Lynx Jura, Switzerland

IG Pro Mittellandwald, Switzerland
IG Berner Wald, Switzerland
Naturfreunde Schweiz, Switzerland
ppp-movement, Switzerland
Verein CHWOLF, Switzerland
Waldexkursionen, Switzerland
Wild Europe Foundation, Europe
Biomass Action Group, Australia
Environment East Gippsland Inc., Victoria, Australia
Eurogroup for Animals, Belgium
The Wolf Conservation Association, Belgium
Nature Nova Scotia, Canada
Hnutí DUHA - Friends of the Earth Czech Republic
Endelave Natur og Miljø, Denmark
Foreningen Danmarks Vilde Natur, Denmark
Ulvetid, Denmark
VILD MED VILJE, Denmark
Save Estonia's Forests, Estonia
Luontoliiton susiryhmä / The Wolf Action Group, Finland
Animal Cross, France
AVES France
CAP loup, France
Education Ethique Animale, France
Fondation Brigitte Bardot, France
One Voice, France

Deutscher Tierschutzbund e.V., Germany
Forum Ökologie & Papier, Germany
ROBIN WOOD, Germany
Wohllebens Waldakademie, Germany
AbibiNsroma Foundation, Ghana
Compassionate Conservation Middle East, Israel
Green Impact, Italy
Io non ho paura del lupo APS, Italy
Animal Rights Association B.and T., Latvia
Jeļena Mirnaja, Latvia
Kemeru National Park Fund, Latvia
Latvijas ainavas / wildlife conservation NGO, Latvia
Puse Latvijas, Latvia
Riga Animal Save, Latvia
Sofi Charity Foundation, Latvia
Zootēka, Latvia
Comité Schone Lucht, Netherlands
Leefmilieu, Netherlands
Rewilding Academy, Netherlands
Rewilding Europe, Netherlands
Maxbio Glow, Norway
Teraz Lasy, Poland
Association 2Celsius, Romania
Lobo Park, Asociación, Spain
BirdLife Sweden

Djurskyddet Sverige (Animal Protection Sweden)

Naturögat, Sweden

Biofuelwatch, UK/USA

Angel Creek Forest Preserve, USA

Coastal Plain Conservation Group, USA

Earth Action, Inc., USA

Global Justice Ecology Project, USA

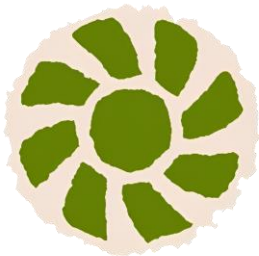
In Defense of Animals, USA

The ReWilding Institute, USA

Wild Heritage, USA/France



**lo non ho
paura del lupo**



biofuelwatch



GLOBAL JUSTICE ECOLOGY PROJECT





EARTH ACTION

because the earth is not for sale



SAVE
ESTONIA'S
FORESTS



**WILD
EUROPE**



Coastal Plain
Conservation Group



WILDERITAGE



Biomass Action Group



**PUSE
LATVIJAS**



djurskyddet
SVERIGE



Nature
NOVA SCOTIA



WALDEKKURSIONEN



Hnutí DUHA
Friends of the Earth Czech Republic



**AbibiNsroma
Foundation**



ROBIN WOOD





Naturfreunde
Schweiz



**ONE
VOICE**



Rewilding
Europe®

Making Europe a Wilder Place



DANMARKS
VILDE NATUR



(Endelave Natur og Miljø)



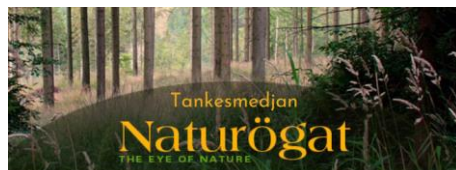
AVES France
Agir pour le Vivant
et les Espèces Sauvages



**ÉDUCATION
ÉTHIQUE
ANIMALE**



animal cross



References

- 1 [Loup : le Conseil fédéral met en vigueur la régulation préventive des meutes](#), Conseil fédéral
- 2 [Ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages](#) (OChP), Fedlex, Confédération suisse
- 3 [Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats](#), Bern 19.IX.1979, Council of Europe, European Treaty Series - N. 104
- 4 [Commission notice: Guidance document on the strict protection of animal species of Community interest under the Habitats Directive](#), European Commission, Brussels, 2021, see p.103
- 5 [Loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages](#) (LChP), SR 922.0, Fedlex, Confédération suisse
- 6 [Liste rouge des mammifères](#) (hors chauves-souris), 2022, FOEN, No. UV-2202-F, p.37
- 7 KORA, [Wolf distribution](#), Current evidence of packs and pairs in Switzerland
- 8 KORA, [FAQs](#), Does the wolf even have space in densely populated Switzerland?
- 9 [Guidelines for Population Level Management Plans for Large Carnivores](#), Urs Breitenmoser, KORA & Large Carnivore Initiative for Europe on behalf of European Commission, 2008
- 10 [Rapport explicatif relatif à la révision de l'ordonnance sur la chasse](#) (OChP, RS 922.01) - partie 1 « Régulation de loups et de bouquetins », Confédération suisse, FOEN, 1 November 2023
- 11 [25 years of wolf presence in Switzerland: an interim assessment](#), KORA, December 2020, ISSN 1422-5123, see 3.1 Livestock Predation, see p. 63
- 12 [Plan Loup](#), Aide à l'exécution de l'OFEV relative à la gestion du loup en Suisse. État 2023, FOEN, see Annex 2, p. 21
- 13 [Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats](#), Bern, 19.IX.1979, Council of Europe, European Treaty Series - No. 104
- 14 [Annex II: strictly protected fauna species](#), European Environment Agency
- 15 [The Alpine Convention](#), Framework Convention
- 16 [Guidelines for Population Level Management Plans for Large Carnivores](#), Urs Breitenmoser, KORA & Large Carnivore Initiative for Europe on behalf of European Commission, 2008
- 17 [Plan Loup](#), Aide à l'exécution de l'OFEV relative à la gestion du loup en Suisse. État 2023, FOEN, see 1.4, p. 5-6
- 18 [Der Wolf hat keinen Platz in der Schweiz](#), 2010, R. Schmidt, NZZ online

- 19 KORA, [Profile Wolf](#), Encounters and dangers
- 20 [Plan Loup](#), Aide à l'exécution de l'OFEV relative à la gestion du loup en Suisse. État 2023, FOEN
- 21 [25 years of wolf presence in Switzerland: an interim assessment](#), KORA, December 2020, ISSN 1422-5123, see 3.1 Livestock Predation, p.19
- 22 [Study reveals extent of Swiss wolf poaching](#), 14 September 2023, Swissinfo
- 23 [La chasse aux loups est ouverte cet hiver en Suisse](#), Eric Felley, Le Matin online, 1 November 2023
- 24 [Does Wolf Management in Latvia Decrease Livestock Depredation? An Analysis of Available Data](#), J. Suba et al, 2023, Sustainability, 2023, 15(11)
- 25 [Effects of Wolf Mortality on Livestock Depredations](#), R. B. Wielgus & K. A. Peebles, PlosOne, 2014
- 26 [The effectiveness of livestock protection measures against wolves \(Canis lupus\) and implications for their co-existence with humans](#), A. Bruns *et al*, Global Ecology and Conservation, 2020, Volume 21
- 27 [OPPAL](#), Improvement of the cohabitation between human activities and large carnivores, online
- 28 [Switzerland Grapples With the Return of Gray Wolves](#), C. Elliott, Sierra online
- 29 [Wolf Culling May Lead to More Poaching](#), M. Woo, 2016, Inside Science online
- 30 [Mehrheit will Schweizer Wölfe leben lassen](#), S. Häne, 2019, Tages-Anzeiger online
- 31 [Coûts et financement](#), Protection des troupeaux, Programme National de Protection des Troupeaux, AGRIDEA online
- 32 [Ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages](#) (OChP), SR 922.01, Fedlex, Confédération suisse
- 33 [OECD Environmental Performance Reviews: Switzerland 2017](#), OECD